

↳ LES CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) À L'ÉCHELLE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE CHERBOURG

Au sein de la Communauté Urbaine de Cherbourg, les entreprises et organisations de l'économie sociale e solidaire (ESS) emploient plus de 3 800 personnes, soit 13,1% de l'emploi salarié du territoire, secteurs privé et public confondus.

L'économie sociale et solidaire propose des modèles entrepreneuriaux créateurs d'activités et d'emplois sur les territoires dont la motivation principale est de répondre aux besoins et aspirations des personnes et non à la recherche de profit.

La propriété collective des entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire que forment les associations, coopératives, mutuelles, fondations, entreprises d'insertion, et les règles de fonctionnement qu'elles se sont données (gouvernance démocratique, non lucrativité ou lucrativité limitée, impartageabilité des fonds propres...) génèrent un autre rapport au travail et à l'économie.

Mobilisés sur les grands enjeux de notre société, les organisations et entreprises de l'ESS développent et adaptent leurs activités pour faire face aux besoins sociétaux en constante évolution : vieillissement de la population, services à la personne, santé publique, culture, couverture sociale, emploi, logement, finances, éducation, environnement... Elles participent à l'émancipation individuelle et à la prise de responsabilité citoyenne et induisent une gestion priorisant le moyen long terme et l'ancrage territorial.

Cette publication présente les dernières données disponibles sur l'économie sociale et solidaire à l'échelle de l'agglomération cherbourgeoise et atteste du poids et du dynamisme de ce secteur dans le tissu économique local, qui a créé près de 600 emplois depuis 2006.

CHIFFRES CLÉS

- 3 827 emplois
- 13,1% de l'emploi salarié (18,5% de l'emploi privé)
- 287 établissements



↳ L'ESS pèse plus d'un emploi salarié sur 8 à l'échelle de la CUC

Au 1er janvier 2012, l'ESS représente sur le territoire communautaire :

- **287 établissements** (associations, mutuelles, coopératives, fondations), soit **11%** de l'ensemble des établissements de la communauté urbaine.
- **3 827 emplois** (3 119 ETP), soit un peu plus de **13,1%** des emplois salariés du territoire. Cette part de l'emploi salarié dans l'ESS est légèrement supérieure à la moyenne régionale (12,8%) et nettement au-dessus de la part nationale (10,3%).

Données de cadrage par familles juridiques de l'ESS

Indicateurs	ESS	Public	Privé hors ESS	Total général	Part de l'ESS
Nombre d'établissements	287	186	2 134	2 607	11,0%
Effectif salarié	3 827	8 500	16 835	29 162	13,1%
Effectif ETP	3 119	7 970	15 089	26 178	11,9%
Rémunération brute (en millions d'€)	84,9	240,4	485,9	811,2	10,5%

Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie - d'après INSEE Clap 2011

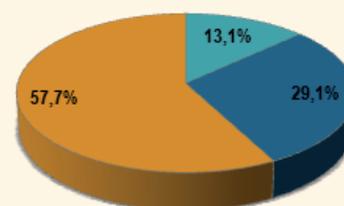
L'ESS a redistribué en 2011 dans l'économie locale près de **84,9 millions d'euros** à travers le versement des rémunérations.

Au sein de la communauté urbaine, la commune de Cherbourg-Octeville (47% de la population) concentre **66% des établissements** et **57% des emplois de l'ESS**.

Les communes d'Equedreville-Hainneville et de Tourlaville concentrent respectivement 11% et 13% des établissements de l'ESS, tandis que La Glacière et Querqueville accueillent 7% et 4% des établissements du secteur.

Structuration de l'emploi salarié à l'échelle de la CU de Cherbourg et de la Basse-Normandie

CU CHERBOURG



■ ESS ■ Public ■ Privé hors ESS

Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie - d'après INSEE Clap 2011

↳ Les 4 formes juridiques de l'économie sociale et solidaire

Au 1er janvier 2012, on recense **226 associations** employant au moins 1 salarié sur le territoire communautaire. L'ensemble des associations emploie **3 054 salariés** (2 535 ETP), soit **80% des emplois de l'économie sociale et solidaire**. Elles exercent leur activité dans la plupart des secteurs depuis l'action sociale jusqu'au sport et à la culture (voir ci-après).

L'emploi au sein des fondations (410 salariés) est particulièrement important sur le territoire communautaire (11% contre 3% au niveau régional ou national), soutenue notamment par les établissements de la Fondation Bon Sauveur et de la fondation Caisses d'Épargnes Solidarités dans le domaine de l'action sociale et de la santé humaine.

La part de l'emploi au sein des coopératives (7%) est nettement inférieure à la tendance régionale (17%) et nationale (13%). Il s'agit là d'une caractéristique importante de la CU de Cherbourg, pourtant marqué par la forte présence du secteur industriel (chantiers navals, énergie, industries agroalimentaire), mais peu développé sous la forme coopérative. Les coopératives implantées sur le territoire exercent principalement leurs activités dans les secteurs maritimes, agroalimentaires et bancaires.

Données de cadrage par familles juridiques de l'ESS

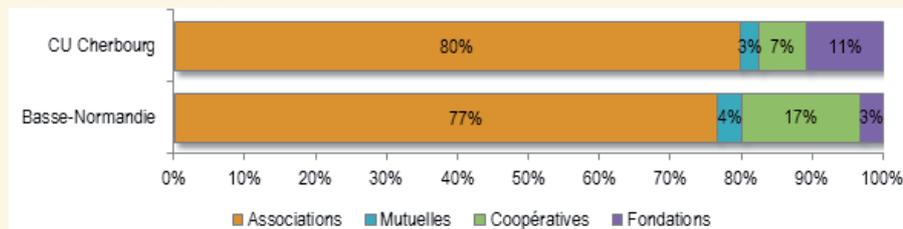
Indicateurs	Associations	Mutuelles	Coopératives	Fondations	ESS
Nombre d'établissements	226	10	33	18	287
Effectif salarié	3 054	110	253	410	3 827
Effectif ETP	2 535	s	235	s	3 119
Rémunération brute (en millions d'€)	61,3	s	8,3	s	84,9

S : secret statistique

Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie - d'après INSEE Clap 2011



Répartition des emplois dans les familles de l'ESS



Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie – d'après INSEE Clap 2011.

ZOOM SUR . . .

Les Sociétés coopératives et participatives (SCOP)



Une SCOP « est une société coopérative de forme SA ou SARL dont les salariés sont les associés majoritaires. Dans une SCOP, les salariés détiennent au moins 51% du capital et 65% des droits de vote. Si tous les salariés ne sont pas associés, tous ont vocation à le devenir »¹.

En Basse-Normandie, 50 établissements ont choisi la forme juridique SCOP pour exercer leur activité. Les SCOP régionales emploient plus de 2 300 salariés. Sur le territoire de la CUC, seuls 3 établissements ont choisi cette forme juridique, ils représentent une dizaine d'emplois : les Scop ICARAI (chantier naval), Le Messager (services innovants pour personnes malentendantes) et Le Hangar à prod (studio d'enregistrement).

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE)

Le champ de l'Insertion par l'activité économique (IAE) est également bien représenté sur le territoire communautaire puisque **8 structures** développent leurs activités d'accompagnement de publics en situation sociale ou professionnelle difficile en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Les 4 formes juridiques de l'IAE sont présentes sur le territoire :

- 3 ateliers et chantiers d'insertion (ACI) : Au Fil de l'eau (réalisation de décors, création de meubles en carton), Relais Enfants (filière textile) et le CCAS Equeurdreville-Hainneville (travaux d'environnement) ;
- 2 associations intermédiaires : Astre et Dépann'Familles (mise à disposition de personnel) ;
- 2 entreprises d'insertion : La Conciergerie solidaire du Cotentin (conciergerie d'entreprise) et Sineo (nettoyage écologique de véhicule) ;
- une entreprise de travail temporaire d'insertion : ID'ESS Intérim

La CUC dans le paysage des autres intercommunalités régionales

La structuration des emplois au sein de la CU de Cherbourg est proche de celle observée dans l'agglomération Caen-la-mer. Elle se caractérise par une part des emplois publics plutôt modérée au regard des fonctions métropolitaines de ces deux territoires, du fait d'un emploi privé important. La part de l'emploi dans l'ESS est conforme à la moyenne régionale.

Données de cadrage par familles juridiques de l'ESS

EPCI	Part emploi ESS	Part emploi Privé hors ESS	Part emploi Public
CA Caen la Mer	12%	56%	32%
CU d'Alençon	19%	45%	36%
CU de Cherbourg	13%	58%	29%
CA Saint-Lô Agglomération	20%	38%	42%

Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie – d'après INSEE Sirene 2013

¹Source : CG SCOP

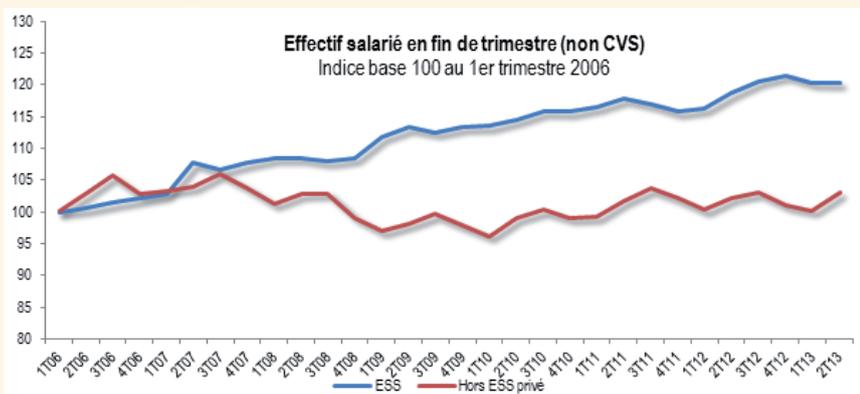


↳ L'ESS a créé près de 600 emplois depuis 2006

Sur la période 2006-2012, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi salarié dans l'ESS s'élève à **+2,9%** à l'échelle de l'agglomération Cherbourgeoise, tandis qu'il est négatif dans le reste de l'économie privée (-0,3%). **L'ESS a ainsi créé près de 600 emplois** (équivalent temps plein) sur le territoire communautaire durant cette période.

Sur la seule année 2012, l'emploi a progressé **de +5% dans l'ESS** sur le territoire communautaire, créant ainsi environ 170 emplois, dans le même temps il régressait de -1,1% dans le reste de l'économie privée.

Evolution de l'emploi salarié à l'échelle de la CUC



Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie - d'après ACCOS-URSSAF

L'analyse de l'évolution de l'emploi montre **une croissance plus soutenue dans l'ESS** sur la Communauté urbaine de Cherbourg, que dans le département ou la région. Sur la période 2006-2012, la croissance annuelle moyenne s'établit à +1,2% dans la Manche et +0,9% en Basse-Normandie, alors qu'elle était de +2,9% sur le territoire communautaire.

↳ La croissance de l'emploi principalement soutenue par les associations

L'observation par familles sur la période 2006-2012 montre des taux de croissance annuel moyen positifs pour l'ensemble des familles de l'économie sociale et solidaire. Néanmoins, on observe une dynamique d'emploi supérieure dans les associations (+3%) et les fondations (+6,9%). **Les associations ont créé 500 emplois sur la période** (soit 87% des emplois nouveaux dans l'ESS) et près de 70 emplois ont été créés par les fondations (12%).

Evolution annuelle de l'emploi par famille de l'ESS

Familles	2007 (1)	2008	2009	2010	2011	2012	TCAM (2) 2006-2012
Associations	5,7%	0,2%	4,9%	1,8%	0,3%	5,3%	3,0%
Coopératives	2,4%	-2,9%	-2,9%	1,0%	0,0%	3,5%	0,2%
Fondations	10,1%	24,2%	8,4%	3,9%	-4,2%	1,5%	6,9%
Mutuelles	-0,9%	-10,5%	2,0%	7,7%	-0,9%	7,2%	0,6%
ESS	5,5%	0,7%	4,5%	2,1%	0,0%	5,0%	2,9%
Privé hors ESS	1,0%	-4,5%	-1,3%	1,2%	3,1%	-1,1%	-0,3%

Notes : (1) Evolutions en glissement annuel (T4/T4) / (2) Taux de croissance annuel moyen sur la période (T4 2006 - T4 2012)
Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie - d'après ACCOS-URSSAF



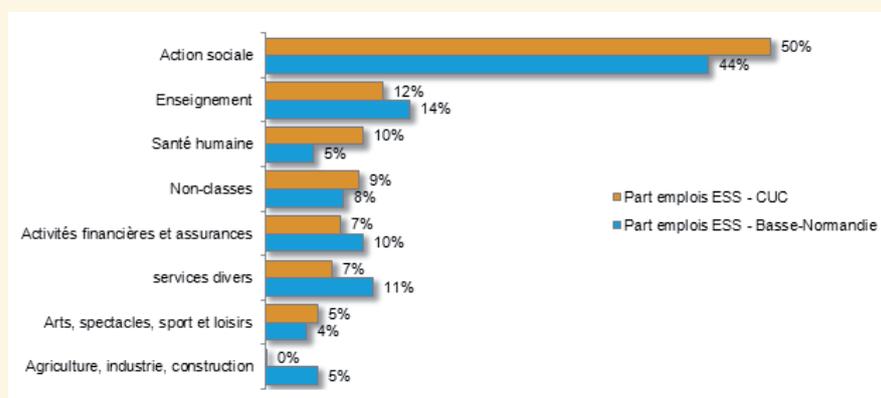
Le secteur de l'action sociale représente 50% des emplois de l'ESS sur le territoire

Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois dans l'ESS à l'échelle du territoire communautaire :

- **Le secteur de l'action sociale** (43 établissements et 1 907 emplois) **représente à lui seul 50% des salariés de l'ESS** (44% en Basse-Normandie). Ce secteur regroupe un ensemble d'activités hétérogènes parmi lesquelles on trouve l'aide à domicile, l'accueil de jeunes enfants, l'hébergement médicosocial pour personnes dépendantes, l'action sociale sans hébergement ou encore l'aide par le travail.
- **Le secteur de la santé humaine** (14 établissements et 371 emplois) **représente 10% des salariés de l'ESS** (contre 5% au niveau régional). Il se compose d'établissements médicaux et de soins (centres de soins de suite, instituts de réadaptation) sous forme associative, mutualiste ou sous la forme de fondations.

Les secteurs de l'action sociale et de la santé humaine représentent donc **60% des emplois de l'ESS** à l'échelle de l'agglomération. Parmi les principaux employeurs nous trouvons principalement des associations (ACAIS, Relais Enfant, Astre, UNA Vire chez soi, Association cherbourgeoise de travail protégé, etc.) et des fondations (Bon Sauveur et Caisses d'Epargne Solidarité).

Répartition des emplois de l'ESS par secteurs d'activités



Source : Observatoire régional de l'ESS / CRESS Basse-Normandie - d'après INSEE Clap 2011

En revanche, **l'ESS est presque absente dans le principal secteur économique du territoire, celui de l'industrie et de la construction.**

Il est à noter également que **le plus grand nombre de structures de l'ESS évolue dans le secteur des arts, spectacles, sport et loisirs** (compagnies de danses ou de théâtres, clubs et ligues sportives, écoles de musique, centres de loisirs) **soit près d'une centaine d'établissements employeurs représentant 200 emplois (150 ETP)** comme par exemple Pep'Arts, Musique en Herbe, Les Francas, Léo Lagrange, Les MJC, etc.

Des emplois très féminisés

Plus de 70% des postes sont occupés par des femmes à l'échelle de la CU de Cherbourg (contre 64% en Basse-Normandie). Le poids important des secteurs de l'action sociale et de la santé humaine dans l'agglomération cherbourgeoise, dont les emplois sont très féminisés, explique la part élevée de l'emploi féminin dans l'ESS sur le territoire.

Plus de 500 départs à la retraite à anticiper dans le secteur d'ici 5 ans

Les salariés de l'économie sociale et solidaire sont en moyenne plus âgés que ceux du reste de l'économie (privée hors ESS et publique confondues). **Les plus de 50 ans représentent 29% des salariés de l'ESS** en Basse-Normandie, contre 25% dans le reste de l'économie (+4 points).

Sur le territoire communautaire, **les plus de 55 ans représentent 13,8% des salariés travaillant dans l'ESS** (contre 8,6% dans le reste du privé). D'après les projections de l'Observatoire, nous estimons que **près de 530 salariés prendront leur retraite dans l'ESS d'ici 2017**, correspondant aux salariés âgés de plus de 55 ans en 2010. Dans le seul secteur de l'action sociale, cela représente 250 départs à anticiper.

ZOOM SUR...

↳ L'activité du DLA à l'échelle de la communauté urbaine de Cherbourg



Le dispositif local d'accompagnement a pour vocation de soutenir, d'accompagner et de professionnaliser les structures créatrices d'emplois. Il s'adresse aux structures qui développent des activités et services d'utilité sociale reconnus sur un territoire (associations loi 1901, structures de l'IAE, etc.).

Depuis 2004, **81 structures distinctes**, ont bénéficié d'un accompagnement par un DLA à l'échelle de la communauté urbaine de Cherbourg, soit **36% des associations du territoire**. A l'échelle régionale, ce sont environ 13,5% des associations qui ont déjà été accompagnées par un DLA (soit 781 structures distinctes). Le dispositif DLA est bien identifié par les associations de l'agglomération cherbourgeoise. Les accompagnements mis en place ont particulièrement concerné la stratégie de consolidation des emplois, la recherche de financements et la comptabilité.

POUR ALLER PLUS LOIN...



Retrouvez l'observatoire sur le portail internet de l'ESS en Basse-Normandie

La rubrique « Observatoire » propose des données détaillées sur l'ESS en région et en France ainsi que des études et rapports en téléchargement. Des infos sur le fonctionnement de l'Observatoire sont également disponibles : actualités, gouvernance, partenaires.

www.cress-bn.org



Toute l'information sur l'emploi, les métiers, les formations dans l'ESS sur le portail régional

Animé par la CRESS de Basse-Normandie, ce portail propose : des offres d'emploi, des offres de stages, des fiches métiers, des portraits de salariés, les formations régionales, un annuaire des organismes de formation,...

www.donnerunsensasontravail.info

Méthodologie

Le périmètre de l'économie sociale et solidaire a été établi en collaboration avec l'INSEE, le CNCRES et le réseau des CRESS (Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire). Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques regroupées en 4 grandes familles (coopératives, mutuelles, associations et fondations), dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses. Ce périmètre stabilisé et harmonisé permet désormais de mesurer la place et le poids de l'ESS sur les territoires, et de préciser les caractéristiques des établissements et des emplois qui la composent, au regard notamment du reste de l'économie.

Sources de données citées dans ce document

INSEE CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) – 31 décembre 2011

CLAP est un système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif premier est de fournir des statistiques localisées jusqu'au niveau communal, par activité, sur l'emploi et les rémunérations. Par construction, CLAP confronte plusieurs sources : pour les entreprises et les établissements, le répertoire d'entreprises et d'établissements qui est constitué à partir du Répertoire d'Entreprises et d'Etablissements (REE/SIRENE). Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations provenant des DADS (déclarations annuelles de données sociales), des URSSAF et de la Fonction Publique d'Etat pour aboutir à la mise à disposition de données avec un niveau de qualité contrôlée. Le champ de CLAP est quasi complet sur les salariés. En sont exclus les non-salariés, les emplois domestiques dont l'employeur est un ménage, les militaires (pour des raisons de secret défense).

INSEE DADS (Déclaration Annuelle des Données Sociales) – 31 décembre 2011

La Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS) est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, en application du Code de la Sécurité Sociale et du Code Général des Impôts. C'est l'unique source annuelle statistique donnant un décompte exhaustif des établissements et de leurs effectifs salariés. Elle permet l'analyse des salaires et des emplois dans l'ensemble des secteurs privé et semi-public, y compris des services de l'Etat à caractère industriel et commercial (grandes entreprises), des collectivités territoriales et des hôpitaux publics. Sont donc exclus du champ : la fonction publique d'Etat, les services domestiques et les activités extraterritoriales. Le fichier DADS contient des indicateurs qui permettent de qualifier l'emploi (sexe – CSP - tranches d'âge des salariés - part des temps partiels).

ACOSS-URSSAF – emploi salarié en fin de mois jusqu'au 2e trimestre 2013

Les données ACOSS-URSSAF sont collectées dans le cadre des formalités administratives (DUE, BRC) et de paiements auxquelles sont soumises les entreprises du secteur privé. Le champ du secteur concurrentiel couvre l'ensemble des entreprises employées du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande. Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une ouverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente notamment dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Une publication réalisée par :

Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire

12, rue Alfred Kastler - 14000 Caen

Tél : 02 31 06 09 23 / Fax : 02 31 44 40 78

www.cress-bn.org / cress@cress-bn.org

Directeur de la publication : Jean-Louis LAMBERT

Rédacteur : Benjamin ROGER

Maquette : Unik Studio Graphique/CRESS Basse-Normandie



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire de Basse-Normandie

En partenariat avec :

